



StreamWIDE  
Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG et Autres



## StreamWIDE

Exercice clos le 31 décembre 2020

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société StreamWIDE,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 4.3 de l'annexe des comptes consolidés décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

La note 4.5 de l'annexe des comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné le bien-fondé de la méthode comptable utilisée et sa correcte application.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les



informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Christophe Pernet

- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

en K€	31-déc-20 (12 mois)	31-déc-19 (12 mois)	Note
Licences	5 799	3 883	
Maintenance	3 184	3 269	
Prestations de services	4 974	3 009	
Ventes tiers	-	48	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>13 957</b>	<b>10 209</b>	7.1
Subventions	130	-	
Achats et variations de stocks	-	-53	7.3
Charges externes	-2 112	-2 327	7.3
Impôts et taxes	-151	-105	
Charges de personnel	-4 982	-3 767	7.2
Dotations aux amortissements	-3 604	-3 317	7.4
Dotations nettes aux provisions	37	-114	7.4
Autres produits d'exploitation	749	684	7.5
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>4 024</b>	<b>1 210</b>	
Autres produits opérationnels	-	4	
Autres charges opérationnelles	-	-	7.5
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 024</b>	<b>1 214</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents	18	16	
Coût financier Brut	-95	-96	
<b>Coût financier Net</b>	<b>-77</b>	<b>-80</b>	7.6
Autres produits financiers	28	110	7.6
Autres charges financières	-331	-53	7.6
Charges / Produits d'impôts	-377	-50	7.7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>3 267</b>	<b>1 141</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>Résultat net</b>	<b>3 267</b>	<b>1 141</b>	
Part du Groupe	3 267	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	1,16	0,40	7.8
Résultat dilué par action	1,10	0,40	7.8

- Situations financières consolidées aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

en K€	31-déc.-20	31-déc.-19	Note
Immobilisations incorporelles	9 991	8 090	8.1
Immobilisations corporelles	2 287	2 439	8.2
Autres actifs financiers	701	451	8.3
Actifs d'im pôts différés	65	145	8.4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>13 043</b>	<b>11 126</b>	
Créances clients	6 141	3 279	8.5
Autres débiteurs	1 328	952	8.5
Autres actifs fiscaux	987	916	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 536	4 007	8.6
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>17 993</b>	<b>9 155</b>	
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>31 036</b>	<b>20 280</b>	
Capital	292	292	
Primes	7 931	7 931	
Réserves consolidées	4 629	2 057	
Titres auto détenus	-165	-1604	
Résultat net part du Groupe	3 267	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>15 954</b>	<b>9 817</b>	8.7
Passifs financiers	2 804	642	8.8
Passifs locatifs	952	1 271	8.10
Provisions non courantes	387	297	8.9
Produits fiscaux différés	1 476	1 345	8.10
Passifs d'im pôts différés	201	-	8.10
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>5 820</b>	<b>3 554</b>	
Passifs financiers	363	366	8.8
Passifs locatifs	502	417	8.10
Provisions courantes	7	7	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	898	678	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 634	1 620	8.10
Produits fiscaux différés	738	672	8.10
Produits constatés d'avance	4 119	3 149	8.10
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>9 262</b>	<b>6 909</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>31 036</b>	<b>20 280</b>	

- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

En K€	31-déc-20	31-déc-19
<b>Résultat Net</b>	<b>3 267</b>	<b>1 141</b>
Ecarts de conversion	183	-8
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
<b>Total Gains / Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>183</b>	<b>-8</b>
<b>Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>3 450</b>	<b>1 133</b>

- Variations des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
<b>Capitaux propres 31 DEC 2018</b>	<b>303</b>	<b>8 504</b>	<b>-644</b>	<b>2 295</b>	<b>-273</b>	<b>25</b>	<b>10 210</b>	<b>0</b>	<b>10 210</b>
Opérations sur capital	-11	-573					-584		-584
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-960	20			-940		-940
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				1 141	-8		1 133		1 133
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
<b>Capitaux propres 31 DEC 2019</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-1604</b>	<b>3 456</b>	<b>-281</b>	<b>23</b>	<b>9 817</b>	<b>0</b>	<b>9 817</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			1439	1 138			2 577		2 577
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				3 267	183		3 450		3 450
Variations de périmètre									
Autres mouvements						110	110		110
<b>Capitaux propres 31 DEC 2020</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-165</b>	<b>7 861</b>	<b>-98</b>	<b>133</b>	<b>15 954</b>	<b>0</b>	<b>15 954</b>

- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19
<b>Résultat Net consolidé</b>	<b>3 267</b>	<b>1 141</b>
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	3 049	2 602
[IFRS 16] Dotations droits d'usage	555	714
Variation des provisions	-37	114
Plus ou moins value de cession		
Autres produits d'exploitation (*)	-755	-684
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<b>6 079</b>	<b>3 887</b>
Coût de l'endettement financier net	-380	80
Charge d'impôts sur le résultat	377	50
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<b>6 076</b>	<b>4 017</b>
Variation actifs	-4 156	1 754
Variation passifs	3 525	976
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<b>-631</b>	<b>2 730</b>
Impôts versés	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>5 445</b>	<b>6 748</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-4 985	-4 124
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financières	-250	-93
Cession d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consentis		
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	884	1 374
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-4 351</b>	<b>-2 843</b>
Augmentation (diminution) de capital		
Augmentation (diminution) des emprunts	2 159	-315
[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives	-234	-658
[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés	-66	-56
Dividendes versés		
Rachats et ventes d'actions propres	2 576	-1 533
Autres flux liés aux opérations de financement		
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>4 435</b>	<b>-2 562</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>5 529</b>	<b>1 343</b>
Trésorerie début de période	4 007	2 664
Trésorerie fin de période	9 536	4 007

(\*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(\*\*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- Annexes aux comptes consolidés

## 1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif des communications critiques et sécurisées, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on the run** et **team on mission**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la profitabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 mars 2021.

## 2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité annuel. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- Gestion de la crise sanitaire COVID 19 avec déploiement global du Plan de Continuité d'Activité. L'activité du Groupe n'a pas été impactée, en 2020, par la crise sanitaire mondiale actuelle
- Augmentation des revenus 2020 : +3,7 M€ / +37%
- Augmentation des résultats 2020 : ROC +2,8 M€ / +231% et Résultat net +2,1 M€ / +186%
- Embauches soutenues : +27 personnes
- Mise en place d'un accord d'intéressement, le 7 juillet 2020, pour la période 2020 à 2022
- Lancement de l'offre API et SDK et développement d'une suite complète d'outils collaboratifs
- Passage en cotation continue, forte progression du cours de l'action et reclassement des actions auto détenues en juillet 2020
- Obtention d'un Prêt Garantie par l'Etat (2,5 M€)

## 3. Présentation et base de préparation des états financiers

### 3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2020 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 17 mars 2021, date d'arrêté de ces comptes par le conseil d'administration.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

### 3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

#### 3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 31 décembre 2020. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des normes énumérées ci-dessous qui ont dû être adoptées en 2020.

- *La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :*
  - Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 : réforme des taux d'intérêts – Phase 1 comptabilité de couverture de manière prospective – Phase 3 ;
  - Amendements IAS 1 et IAS 8 : définition de la matérialité ;
  - Amendement IFRS 3 : modification des références au Cadre Conceptuel sans les normes IFRS.

L'application de ces normes et amendements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2020.

- *La Société a choisi de ne pas adopter par anticipation les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes, dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices clos le 31 décembre 2020, car aucune incidence significative de ces amendements n'est attendue sur les états financiers consolidés du Groupe :*
  - Amendements IFRS 10 et IAS 28 : ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence ;
  - Amendement IFRS 17 : définition de la matérialité ;
  - Amendement IFRS 16 : allègement des loyers liés à la COVID 19 (non applicable au sein du Groupe)
  - IFRS 17 "Contrats d'assurance", applicable pour les périodes comptables commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et non encore adoptée par l'Union Européenne.

#### 3.2.2 Principes de présentation

##### *Etat de la situation financière*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

##### *Compte de résultat et état du résultat global*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté

immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## 4. Principes, règles et méthodes comptables

### 4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2020, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2020 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

### 4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

#### 4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

#### 4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

#### 4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

*Les frais de développement* ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

#### 4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

#### 4.7 Dépréciation d'actifs

##### *Ecarts d'acquisition*

Au 31 décembre 2020, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

#### *Immobilisations corporelles et incorporelles*

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

#### 4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

#### 4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

##### *Autres actifs financiers*

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

##### *Dépôts de garantie*

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

##### *Autres actifs financiers non courants*

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

#### *Titres auto-détenus*

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE SA auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

#### *Créances clients et autres débiteurs*

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

#### *Passifs financiers courants et non courants*

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

#### *Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus*

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

## 4.10 Avantages du personnel

#### *Retraites*

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

#### *Autres avantages accordés aux salariés*

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

#### *Paiements fondés sur des actions*

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2020, concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative à leur date d'octroi, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

#### 4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

#### 4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

#### 4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

## 5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (Crédit d'Impôt Recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

## 6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		31-déc.-20	31-déc.-19	
Stream wide SA	84 rue d'Hauteville 750 10 <b>PARIS</b>			Soc. Mère
Stream wide France SAS	84 rue d'Hauteville 750 10 <b>PARIS</b>	100 %	100 %	IG
Stream wide Rom ania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030 133, <b>BUCHAREST</b>	100 %	100 %	IG
Stream wide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 <b>LYNDHURST</b> , New Jersey 07071	100 %	100 %	IG
Beijing Stream wide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. <b>BEIJING</b> 100872	100 %	100 %	IG
Stream wide Tunisie	Rue du Lac Constance Im m euble Green Center, C4.1, étage 4 Les Berges du Lac- <b>TUNIS</b> 1053	100 %	100 %	IG
Stream wide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 <b>SINGAPORE</b>	100 %	100 %	IG

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

## 7. Notes sur le compte de résultat consolidé

### 7.1 Chiffre d'affaires

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Licences	5 799	3 883	1 916
Maintenance	3 184	3 269	-85
Prestations de services	4 974	3 009	1 965
Ventes Tiers	-	48	-48
<b>TOTAL CA</b>	<b>13 957</b>	<b>10 209</b>	<b>3 748</b>
Autres produits	-	-	-
Subventions	130	-	130
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>130</b>	<b>-</b>	<b>130</b>

Les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus annuels augmentent de 3,3 M€, représentent maintenant près de 60% (+10 points par rapport à 2019) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de société privées françaises, remportés et déployés en 2020.

Concernant les revenus de l'activité "plateformes" de 8,3 M€ en 2020, les revenus résultant des licences (4,1 M€) et des services (3,9 M€) augmentent respectivement de 1,5 M€ et de 1,6 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs (0,3 M€) mais augmentent cependant de façon importante (+0,2 M€) en 2020, comme annoncé dès 2019.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) augmente elle aussi en 2020 (+0,4 M€) et représente encore 41% des revenus annuels (5,7 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,4 M€ sur la période et ressortent à 1,7 M€ en 2020, suite à de nouveaux marchés gagnés notamment au second semestre de l'exercice. Les services "legacy" (1,1 M€) augmentent quant à eux de 0,3 M€ grâce à un nouveau projet avec un opérateur français, client historique du Groupe. Les flux de maintenance liés à ce nouveau contrat sont moins importants que les précédents, mais plus pérennes dans le temps, ce qui explique la diminution de 0,3 M€ du montant global de la maintenance de cette activité, qui ressort à 2,9 M€ au 31 décembre 2020.

## 7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Salaires et traitements	3 818	2 895	923
Charges sociales	1 164	872	292
Avantages du personnel	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>4 982</b>	<b>3 767</b>	<b>1 215</b>

  

	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Cadres	186	159	27
Non Cadres	-	-	-
<b>TOTAL Effectif</b>	<b>186</b>	<b>159</b>	<b>27</b>

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre 2020, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 31 décembre 2020 représente 3.822 K€, contre 3.277 K€ au 31 décembre 2019. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Charges de personnel en résultat	4 982	3 767	1 215
Frais de développement activés	3 822	3 277	545
<b>TOTAL charges brutes</b>	<b>8 804</b>	<b>7 044</b>	<b>1 760</b>

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 1.760 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" notamment au sein des filiales roumaine (+15 personnes), française (+6) et tunisienne (+4). L'augmentation globale des effectifs (+27 personnes) a été réalisée à un coût moyen équivalent à celui de l'exercice antérieur.

Au 31 décembre 2020, l'effectif total du Groupe s'élève à 186 personnes contre 159 fin 2019. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision globale de 116 K€ a ainsi été constatée au 31 décembre 2020.

### 7.3 Autres charges externes

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Achats de m archandises	-	53	-53
Variations de stock	-	-	-
<b>TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
Achats études et prestations de services	47	28	19
Achats non stockés de m archandises	103	148	-45
Sous traitance	186	207	-21
Locations et charges locatives	669	643	26
<i>[Retraitem ents IFRS 16]</i>	<i>-555</i>	<i>-714</i>	<i>159</i>
Entretiens, réparations et m aintenance	152	142	10
Assurances	100	90	10
Com m issions et honoraires	686	853	-167
Publicités, expositions et insertions	86	159	-73
Transports, déplacem ents et m issions	90	292	-202
Affranchissem ents et télécom s	216	170	46
Redevances	99	103	-4
Autres	230	206	24
<b>TOTAL CHARGES EXTERNES</b>	<b>2 109</b>	<b>2 327</b>	<b>-218</b>

L'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 31 décembre 2020, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 555 K€ et une augmentation de 555 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes diminuent de -403 K€ sur la période, suite essentiellement à la diminution des honoraires (-167 K€ après la comptabilisation en 2019 d'honoraires marketing non récurrents en 2020), et aux effets induits de la crise sanitaire depuis début 2020 (diminution des dépenses marketing de -73 K€ car de nombreux salon professionnels n'ont pas eu lieu et diminution de -202 K€ des frais de déplacements, suite à l'annulation des voyages professionnels). Dans leur ensemble, les charges externes sont donc restées maîtrisées en 2020 et continueront à l'être efficacement dans les prochains mois.

#### 7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 759	2 395	364
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 644	2 375	269
Dotations aux amortissements corporels	845	921	-76
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>3 604</b>	<b>3 316</b>	<b>828</b>
Dotations aux provisions	6	131	-125
Reprises de provisions	-43	-17	-26
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>-37</b>	<b>114</b>	<b>-151</b>

Les amortissements des frais de développement sont de 2.644 K€ en 2020 contre 2.375 K€ en 2019.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1-3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés en 2020 augmentent légèrement par rapport à ceux de 2019 (+269 K€). Cette augmentation s'explique par une augmentation des valeurs activées (valeur brute de 4.500 K€ en 2020 contre 3.277 K€ en 2019) notamment sous l'effet de la sous traitance que le Groupe utilise sur certains modules. La durée d'amortissement linéaire de 5 ans permet cependant de lisser, en partie, l'augmentation des valeurs brutes activées.

Par ailleurs, les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre. Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 31 décembre 2020 est de 9.727 K€ (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 8.032 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, y compris activité par activité, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par la Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application d'IFRS 16 "Contrats de location" au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et par la charge de 555 K€ qui en découle au 31 décembre 2020 (contre 714 K€ au titre de 2019).

Les reprises de provisions comptabilisées sur la période (43 K€) correspondent principalement à des ajustements de pertes de valeur constatées sur des créances client identifiées (36 K€) et non recouvrées à date. Les reprises font suite à des variations de change sur des créances initialement en devises étrangères et à un paiement intervenu en 2020 à hauteur de 10 K€ d'anciennes créances entièrement provisionnées.

## 7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (749 K€ en 2020) correspondent principalement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (758 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant en augmentation légère en 2020 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche le sont également par rapport à 2019 (677 K€).

## 7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Produits sur placements de trésorerie	18	16	2
Coût financier brut	-95	-96	1
<b>Coût financier net (charges nettes)</b>	<b>-77</b>	<b>-80</b>	<b>3</b>
Gains de change	28	110	-82
Pertes de change	-331	-53	-278
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-
<b>Total Impact Financier</b>	<b>-380</b>	<b>-23</b>	<b>-357</b>

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2020, comme en 2019.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 66 K€ au 31 décembre 2020, contre 56 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net négatif de -303 K€ contre un gain net de 57 K€ en 2019. Les variations de change ont donc été moins favorables en 2020 qu'en 2019, notamment en ce qui concerne les taux de change en clôture du 31 décembre 2020.

### *Risque de change*

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 31 décembre 2020.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

#### Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalents de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

#### 7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 377 K€ au 31 décembre 2020, contre une charge de 50 K€ au 31 décembre 2019, et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Im pôts exigibles	102	71	31
Im pôts différés	275	-21	296
<b>Total Produit (-) / Charge d'im pôts (+)</b>	<b>377</b>	<b>50</b>	<b>327</b>

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par la société américaine du Groupe (38 K€) et aux impôts société de la filiale roumaine (29 K€).

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur variation (+296 K€) provient essentiellement des positions retenues au 31 décembre 2020, sans changement par rapport à celles de 2019 : non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. En 2020, la hausse des frais de développement activés implique une hausse des impôts différés passifs sous-jacents. En contrepartie, les reports fiscaux déficitaires diminuent suite à l'augmentation des résultats fiscaux constatés au niveau des sociétés françaises. Ainsi, les impôts différés actifs deviennent inférieurs aux impôts différés passifs et le solde net est donc une charge et un passif net d'impôts différés (confer note 8.10 - Autres passifs courants et non courants).

Le taux d'imposition différée retenu est de 28% au 31 décembre 2020 comme au 31 décembre 2019, pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France SAS (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 31 décembre 2020 :

En K€	31-déc-20	31-déc-19
Résultat opérationnel	4 024	1214
Coût de l'endettement financier net	-77	-80
Autres produits et charges financiers	-303	57
Taux d'im pôt théorique	28,00%	31,00%
<b>Impôt théorique</b>	<b>1 020</b>	<b>369</b>
Im pôt courant	102	71
Im pôt différé	275	-21
<b>Impôt réel</b>	<b>377</b>	<b>50</b>
Taux d'im pôt réel	10,35%	4,20%
Ecart sur taux	-17,65%	-26,80%
<b>Ecart sur impôt</b>	<b>-643</b>	<b>-319</b>
<b>Détail</b>		
Déficits im putés dans l'exercice	-865	
Déficits créés dans l'exercice	195	194
Retenues à la source et autres crédits d'im pôts	44	36
Différences perm anentes et autres élém ents	-17	-549
	<b>-643</b>	<b>-319</b>

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. En 2020, les reprises sont de 758 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (212) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments". La plus-value réalisée suite aux cessions d'actions auto détenues est retraitée en consolidation (inscription en capitaux propres et non en résultat de période) et génère donc un écart d'impôt de 318 K€, inscrit là encore sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Les retenues à la source (38 K€ au niveau de StreamWIDE Inc.) et autres crédits d'impôts (6 K€), peu significatifs, créent également une différence entre l'impôt théorique et réel ;
- (iii) Les déficits fiscaux générés par l'entité américaine (691 K€) n'ont pas été activés au 31 décembre 2020, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (194 K€ en tenant compte d'un taux d'imposition américain de 28%), inscrit sous la rubrique "déficits créés dans l'exercice".
- (iv) Depuis 2017, les déficits fiscaux des entités françaises ne sont activés qu'à hauteur des passifs d'impôts générés par l'activation des frais de développement. En 2020, ces frais de développement nets sont supérieurs aux déficits fiscaux disponibles. Les impôts différés actifs sur ces reports ont donc été entièrement activés, position confirmée par les perspectives à court et moyen terme de bénéfices fiscaux importants pour les entités françaises, impliquant donc une imputation et une utilisation totale des reports déficitaires. Cette activation génère un impact de (865) K€ au 31 décembre 2020, inscrite sous la rubrique "déficits imputés dans l'exercice".

Au 31 décembre 2020, après imputation d'un bénéfice fiscal propre de 1.289 K€, la société mère StreamWIDE SA ne dispose plus de report déficitaire propre (avant intégration fiscale). Les reports déficitaires créés post intégration

fiscale sont quant à eux de 8.750 K€ (après prise en compte d'un bénéfice fiscal d'intégration de 1.130 K€, dont 651 K€ provenant de StreamWIDE France SAS au titre de l'exercice 2020). La filiale américaine, StreamWIDE Inc. dispose quant à elle d'un report déficitaire de 217 K€ au 31 décembre 2020 (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés).

## 7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2019	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 874 022</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 874 022</b>
Au 31 décembre 2020	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.20 19	2 917 499	176 593	2 740 906	456 798
31.0 1.2020		119	2 740 787	456 766
28.02.2020		191	2 740 596	456 322
31.0 3.2020		2 663	2 737 933	456 513
30.04.2020		-1 143	2 739 076	456 485
31.0 5.2020		169	2 738 907	457 006
30.06.2020		-3 127	2 742 034	484 782
31.0 7.2020		-166 657	2 908 691	485 496
30.08.2020		-4 287	2 912 978	485 311
30.09.2020		1 114	2 911 864	485 084
31.10.2020		1 361	2 910 503	484 873
30.11.2020		1 264	2 909 239	485 104
31.12.20 20		-1 385	2 910 624	0
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 825 269</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				135 032
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 960 302</b>

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, la durée de validité des BSA 2 et des BSA 3 a été prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Au cours de l'exercice 2020, aucun BSA 2 ni BSA 3 n'a été exercé. Au 31 décembre 2020, le nombre de BSA restant à exercer est donc de 2.242.500 (BSA 2 et BSA 3) soit 149.500 actions nouvelles potentielles (5,12% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Le capital social de la Société est maintenant de 291.749,9 € et se compose de 2.917.499 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 :

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>3 267</b>	<b>1 141</b>	<b>2 126</b>
<i>Nom bre m oyen pondéré d'actions</i>	2 825 269	2 874 022	-48 753
Effet des actions ordinaires dilutives	135 032	-	135 032
<i>Nom bre m oyen dilué d'actions</i>	2 960 302	2 874 022	86 280
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>1,16</b>	<b>0,40</b>	<b>0,76</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>1,10</b>	<b>0,40</b>	<b>0,71</b>

Au cours de l'exercice 2020, le prix d'exercice des BSA est devenu dans la monnaie, suite à l'évolution positive du cours de l'action à partir de l'été 2020. Les 149.500 actions nouvelles potentielles sont donc considérées comme dilutives. Le cours moyen de l'action STREAMWIDE étant de 15,5 € en 2020 et le prix d'exercice des actions potentielles de 14 €, il en résulte un effet dilutif à hauteur de 135.032 actions. Le résultat dilué par action est donc de 1,10 € au 31 décembre 2020, contre 1,16 € pour le résultat de base par action.

## 8. Notes sur l'état de la situation financière

### 8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-19
Frais de développem ent	26 273	3 277		29 550
Concessions, brevets et licences	908	69		977
Autres im m obilisations incorporelles	32	10		42
<b>Valeurs brutes</b>	<b>27 213</b>	<b>3 356</b>	<b>0</b>	<b>30 569</b>
Frais de développem ent	-19 397	-2 282		-21679
Concessions, brevets et licences	-660	-104		-764
Autres im m obilisations incorporelles	-27	-9		-36
<b>Am ortissements</b>	<b>-20 084</b>	<b>-2 395</b>	<b>0</b>	<b>-22 479</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>7 129</b>	<b>961</b>	<b>0</b>	<b>8 090</b>

  

En K€	31-déc-19	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-20
Frais de développem ent	29 550	4 500		34 050
Concessions, brevets et licences	977	150		1 127
Autres im m obilisations incorporelles	42	10		52
<b>Valeurs brutes</b>	<b>30 569</b>	<b>4 660</b>	<b>0</b>	<b>35 229</b>
Frais de développem ent	-21679	-2 644		-24 323
Concessions, brevets et licences	-764	-105		-869
Autres im m obilisations incorporelles	-36	-10		-46
<b>Am ortissements</b>	<b>-22 479</b>	<b>-2 759</b>	<b>0</b>	<b>-25 238</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>8 090</b>	<b>1901</b>	<b>0</b>	<b>9 991</b>

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés en 2020 sont de 4.500 K€ contre 3.277 K€ en 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires au cours de l'exercice 2020, notamment en Roumanie et en Tunisie) et par le recours à de la sous traitance (678 K€) ciblée sur le développement de quelques modules spécifiques intégrés ensuite dans les solutions logicielles du Groupe. Si le nombre d'heures consacrées au développement a augmenté de 22% en 2020, le coût horaire moyen global au sein du Groupe reste quant à lui stable sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	31-déc-19	31-déc-18	Variation
Frais de développement activés	3 277	2 860	417
Amortissements de la période	-2 282	-2 210	-72
Frais de développement cumulés	29 550	26 273	3 277
Amortissements cumulés	-21 679	-19 397	-2 282
<b>Valeur nette</b>	<b>7 871</b>	<b>6 876</b>	<b>995</b>

  

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Frais de développement activés	4 500	3 277	1 223
Amortissements de la période	-2 644	-2 282	-362
Frais de développement cumulés	34 050	29 550	4 500
Amortissements cumulés	-24 323	-21 679	-2 644
<b>Valeur nette</b>	<b>9 727</b>	<b>7 871</b>	<b>1 856</b>

Les frais de développement (valeur nette fin 2020 de 9.727 K€) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements augmentent en 2020 (2.644 K€ contre 2.282 K€ en 2019) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées car les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

## 8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	31-déc-19
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1715	783	-25	2 473
Droits d'usage		2 052		2 052
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1761</b>	<b>2 835</b>	<b>-25</b>	<b>4 571</b>
Installations techniques	-40	-3		-43
Installations générales, matériel, bureau	-1467	-215	21	-1661
Droits d'usage		-428		-428
<b>Amortissements</b>	<b>-1507</b>	<b>-646</b>	<b>21</b>	<b>-2 132</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>254</b>	<b>2 189</b>	<b>-4</b>	<b>2 439</b>

  

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 473	189		2 662
Droits d'usage	2 052	466		2 518
<b>Valeurs brutes</b>	<b>4 571</b>	<b>655</b>	<b>0</b>	<b>5 226</b>
Installations techniques	-43	-2		-45
Installations générales, matériel, bureau	-1661	-191		-1852
Droits d'usage	-428	-614		-1042
<b>Amortissements</b>	<b>-2 132</b>	<b>-807</b>	<b>0</b>	<b>-2 939</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 439</b>	<b>-152</b>	<b>0</b>	<b>2 287</b>

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Aucune évolution significative n'est à noter au titre de 2020, après les déménagements et les agrandissements de bureaux qui ont lieu notamment en Roumanie et en Tunisie au cours de l'année 2019.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 2.518 K€ en valeur brute, après une réévaluation effectuée en 2020. Au 31 décembre 2020, un amortissement de 614 K€ a également été constaté (dont 555 K€ au titre de l'exercice et 59 K€ au titre de la réévaluation d'ouverture), déterminé en fonction des caractéristiques économiques et financières des différents contrats concernés.

### 8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	31-déc-19
Dépôts de garantie	249	76		325
Autres actifs financiers non courants	109	16		125
<b>Valeurs brutes</b>	<b>358</b>	<b>92</b>	<b>0</b>	<b>450</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>358</b>	<b>92</b>	<b>0</b>	<b>450</b>

  

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Dépôts de garantie	325		-27	298
Autres actifs financiers non courants	125	278		403
<b>Valeurs brutes</b>	<b>450</b>	<b>278</b>	<b>-27</b>	<b>701</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>450</b>	<b>278</b>	<b>-27</b>	<b>701</b>

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période proviennent essentiellement d'ajustements de ces dépôts suite aux déménagements effectués en 2019 en Roumanie et Tunisie.
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (368 K€ au 31 décembre 2020 contre 101 K€ au 31 décembre 2019), suite aux mouvements nets de période.

#### 8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b>	<b>2 210</b>	<b>221</b>	<b>-2 203</b>	<b>-83</b>	<b>145</b>
<i>Im pôts différés actifs</i>					<b>145</b>
<i>Im pôts différés passifs</i>					-
Variations Actif	188	23			
Variations Passif			-520	-1	
Ecart sur taux	29				
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b>	<b>2 427</b>	<b>244</b>	<b>-2 723</b>	<b>-84</b>	<b>-136</b>
<i>Im pôts différés actifs</i>					<b>65</b>
<i>Im pôts différés passifs</i>					<b>-201</b>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.427 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2020 :

- sur déficits fiscaux français : 2.362 K€ (2.132 K€ au 31 décembre 2019)
- sur déficits fiscaux américains : 65 K€ (78 K€ au 31 décembre 2019)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs en 2020. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 31 décembre 2020 sur cette partie des déficits dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (65 K€, incluant les écarts de taux) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) ne dispose plus de reports déficitaires (contre 1.289 K€ au 31 décembre 2019), après prise en compte d'une partie de son résultat fiscal 2020 ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 8.750 K€ de reports déficitaires au 31 décembre 2020 (après imputation de 1.130 K€ de résultat fiscal 2020, dont 651 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 2.362 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 36 K€ provenant de StreamWIDE France). En 2020, les frais de développement nets sont devenus supérieurs aux reports déficitaires, qui sont donc de fait entièrement activés au 31 décembre 2020. Cette position reste également justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 9.727 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.723 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 244 K€ à la clôture de l'exercice, dont 23 K€ au titre de l'exercice 2019. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 84 K€ d'impôts différés passifs à la clôture de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2020, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 201 K€, car les passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développement deviennent, à compter de l'exercice 2020, supérieurs aux actifs d'impôts différés issus des reports déficitaires restant à imputer au 31 décembre 2020. Les règles antérieurement appliquée par le Groupe et les perspectives de résultat fiscal positif dans les prochaines années justifient l'activation de ces reports déficitaires.

#### 8.5 Actifs courants

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Créances clients	6 141	3 279	2 862
Autres débiteurs	1 328	952	376
Autres actifs fiscaux	987	916	71
<b>Total Net</b>	<b>8 456</b>	<b>5 147</b>	<b>3 309</b>

### Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 :

En K€	31-déc-19	Augmentation	Diminution	31-déc-20
Créances clients brutes	3 711	2 825		6 536
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 558	1 131		2 689
Pertes de valeur	-432		37	-395
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 279</b>	<b>2 825</b>	<b>37</b>	<b>6 141</b>

L'évolution du poste clients est en ligne avec celle de l'activité et des revenus 2020. Par ailleurs, le niveau d'encaissement au cours de l'année 2020 est satisfaisant et permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients, avec, en contrepartie, une augmentation de la trésorerie brute au 31 décembre 2020 par rapport à la clôture annuelle 2019.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.689 K€ au 31 décembre 2020) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (sept principaux fin 2020).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 96 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés début 2021 (3.804 K€ sur la période janvier-mars 2021) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

### Balance Agée au 31 décembre 2020

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 131	5 405	464	262	-
<i>dont FAE</i>	2 689	2 689			
Créances douteuses brutes	405				405
Pertes de valeur	-395				-395
<b>Créances clients nettes</b>	<b>6 141</b>	<b>5 405</b>	<b>464</b>	<b>262</b>	<b>10</b>
		88%	8%	4%	0%

### Balance Agée au 31 décembre 2019

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 269	3 040	139	90	-
<i>dont FAE</i>	1 558	1 558			
Créances douteuses brutes	442				442
Pertes de valeur	-432				-432
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 279</b>	<b>3 040</b>	<b>139</b>	<b>90</b>	<b>10</b>
		93%	4%	3%	0%

Au 31 décembre 2020, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.689 K€ dont près de 65% sont représentés par 13 factures identifiées envers 6 clients seulement. Ces factures seront établies en 2021 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2019, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 1.955 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 67% par 15 factures significatives envers 3 clients, établies et réglées en 2020.

Au 31 décembre 2020, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (405 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêt des comptes annuels 2020.

#### *Autres débiteurs*

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 855 K€), des charges constatées d'avance pour 312 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (94 K€).

#### *Actifs fiscaux*

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2020, cette créance CIR est uniquement composée de celle au titre de 2020 pour un montant de 955 K€, car le crédit au titre de l'exercice 2019 a été remboursé en mai 2020 (montant de 884 K€).

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 141	6 141		6 141	
Autres débiteurs	1 328	1 328		1 328	
Autres actifs fiscaux	987	987		987	
Equivalent de trésorerie	5 401	5 401	5 401		
Trésorerie	4 135	4 135	4 135		
<b>Total créances nettes</b>	<b>17 992</b>	<b>17 992</b>	<b>9 536</b>	<b>8 456</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	3 279	3 279		3 279	
Autres débiteurs	952	952		952	
Autres actifs fiscaux	916	916		916	
Equivalent de trésorerie	159	159	159		
Trésorerie	3 848	3 848	3 848		
<b>Total créances nettes</b>	<b>9 154</b>	<b>9 154</b>	<b>4 007</b>	<b>5 147</b>	<b>-</b>

Au cours de l'exercice 2020, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 7.317 K€, soit près de 52% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2020. En 2019, 46% du chiffre d'affaires annuel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs.

### 8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Placements à terme	151	159	-8
Comptes courants bancaires	9 385	3 848	5 537
<b>Total</b>	<b>9 536</b>	<b>4 007</b>	<b>5 529</b>

Les placements à terme sont composés d'un compte à terme souscrit auprès de l'UIB tunisienne pour 151 K€ (500 KTND). Ce compte bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ce placement est totalement liquide.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe, dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 5.250 K€ au 31 décembre 2020.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 9.536 K€ au 31 décembre 2020 en augmentation de 5.529 K€ par rapport à la clôture annuelle 2019. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 5.445 K€, suite notamment à l'évolution des résultats (+ 2.126 K€) et à la bonne tenue BFR (variation de 631 K€) dans un contexte de croissance des revenus. La capacité d'autofinancement du Groupe reste très positive et en augmentation en 2020 (6.076 K€ contre 4.017 K€ en 2019).
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -4.351 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (4.500 K€ en 2020 contre 3.277 K€ en 2019). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2019 (884 K€) vient financer en partie ces investissements de période.

- (iii) *des flux nets de financement positifs* à hauteur de 4.435 K€, suite aux remboursements de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (360 K€), à la variation négative des dettes locatives (impact IFRS 16 de -300 K€), aux opérations de cessions d'actions d'autocontrôle (+2.576 K€) et à l'obtention d'un PGE Groupe d'un montant de 2.522 K€ à l'été 2020.

#### Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2020, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 159 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 5.250 K€. Ce dernier est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents ponctuels de trésorerie courante.

#### 8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Capital social	292	292	0
Prime d'émission	7 931	7 931	0
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	7 866	3 168	4 698
Titres auto détenus	-165	-1604	1439
<b>Total</b>	<b>15 954</b>	<b>9 817</b>	<b>6 137</b>

La *capital social* de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2.917.499 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'a eu lieu en 2020.

La *prime d'émission* (7.931 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a généré, quant à elle, une prime d'émission de 16 K€. Les augmentations de capital définitives ne sont constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA (aucun exercice enregistré en 2020).

Les *résultats non distribués* correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (7.866 K€), le montant obtenu (7.896 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (7.861 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-98 K€) et "autres variations" (133 K€).

Le montant en "*titres auto détenus*" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

#### Titres autodétenus

	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
<b>En nombre d'actions</b>	176 593	47 253	-216 971	<b>6 875</b>
<b>En montants (€uro)</b>	1604 299	768 809	-2 207 849	<b>165 259</b>

Au 31 décembre 2020, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 6.827 actions de la Société contre 7.060 actions au 31 décembre 2019, et présente un solde de liquidité de 368 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 101 K€ au 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice 2020, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 47.205 actions (au cours moyen de 16,27 €) et le nombre d'actions cédées à 47.438 (au cours moyen de 16,35 € pour un prix de revient moyen de 14,25 €). La plus-value ainsi réalisée (100 K€) est inscrite en réserves consolidées.

A noter également que la Société a cédé 169.533 titres en juillet 2020 dans le cadre de son programme de rachat d'actions, au cours moyen unitaire de 15,13 €. La plus-value ainsi réalisée (1.038 K€) est également inscrite en réserves consolidées.

## 8.8 Passifs financiers courants et non courants

<b>Passifs financiers non courants (en K€)</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variations</b>
Em prêts bancaires et obligataires	2 804	642	2 162
<b>Total</b>	<b>2 804</b>	<b>642</b>	<b>2 162</b>
<b>Passifs financiers courants (en K€)</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variations</b>
Em prêts bancaires et obligataires	363	366	-3
<b>Total</b>	<b>363</b>	<b>366</b>	<b>-3</b>

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 31 décembre 2020, le solde de l'emprunt obligataire est de 614 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017 et prendra fin le 31 juillet 2022.

En Juillet 2020, le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Ce prêt a été classé en passifs financiers non courants car le Groupe va demander son amortissement sur 5 ans, conformément aux options offertes, avec une année de différé. Cette option sera confirmée et validée avec la banque prêteuse (HSBC) avant fin avril 2021.

La dette financière est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2020, tous les ratios sont respectés.

### *Risque de taux*

Le PGE supportera un taux fixe, déterminé selon la période de remboursement ou d'amortissement retenu.

La dette financière obligataire du Groupe supporte quant à elle un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

En 2020, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,524% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,555% et plus haut -0,491%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 6 K€ par an supplémentaire en charges financières.

## 8.9 Provisions

<b>Provisions Non Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variations</b>
Avantages du personnel	387	297	90
<b>Total Provisions</b>	<b>387</b>	<b>297</b>	<b>90</b>
<b>Provisions Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variations</b>
Litiges	7	7	-
<b>Total Provisions</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>	<b>Litiges</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>297</b>	<b>7</b>
Dotations	90	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>387</b>	<b>7</b>

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

### *Avantages du personnel*

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>
Taux d'actualisation	0,42%	0,79%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2020, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2019).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante en 2020 :

En K€	PIDR
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>297</b>
Coûts des services rendus	29
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	59
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>387</b>

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2020 s'élève donc à 90 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

#### *Autres avantages du personnel*

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 décembre 2020.

#### 8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Passifs locatifs non courants	952	1271	-319
Passifs locatifs courants	502	417	85
Produits fiscaux différés non courants	1476	1345	131
Produits fiscaux différés courants	738	672	66
Passifs d'im pôts différés	201	-	201
Fournisseurs et autres créditeurs	898	678	220
Dettes sociales	868	513	355
Dettes fiscales	1766	1107	659
Produits constatés d'avance	4 119	3 149	970
<b>Total autres passifs</b>	<b>11 520</b>	<b>9 152</b>	<b>2 368</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître *un passif locatif* en contrepartie du droit d'usage activé. Au 31 décembre 2020, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 952 K€ et 502 K€, pour un passif locatif total de 1.454 K€.

*Les produits fiscaux différés* correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2019, le solde de 2.017 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2017 :	394 K€
- au titre de l'exercice 2018 :	739 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€

Suite aux amortissements constatés en 2020, une reprise de CIR à hauteur de 758 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2017 et diminue le solde au titre de 2018 de 364 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 31 décembre 2020 est de 2.214 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2018 :	375 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€
- au titre de l'exercice 2020 :	955 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2017 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2018, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

*Les passifs d'impôts différés*, considérés comme non courants, sont de 201 K€ et proviennent du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (9,7 M€ contre 8,8 M€ de reports à fin 2020), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe, représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale.

*Les fournisseurs et autres créditeurs* augmentent au 31 décembre 2020 par rapport à l'exercice précédent, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

*Les dettes sociales* concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2020, et ont été réglées en janvier 2021. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

*Les dettes fiscales* se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture 2020, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 31 décembre 2020 et sa variation.

*Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus)* proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles, impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 31 décembre 2020 provient (i) de factures établies en fin de période envers un client récurrent (client identique depuis fin 2018 mais avec des montants différents, ce qui explique la variation constatée fin 2020) et (ii) de maintenances 2021 déjà facturées fin 2020.

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 est la suivante :

#### **Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2020**

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	3 167	3 167		3 167	
Dettes locatives	1 454	1 454		1 454	
Fournisseurs et autres créditeurs	898	898		898	
Dettes fiscales et sociales	2 634	2 634		2 634	
Produits différés CT/MT	6 534	6 534		6 534	
<b>Total</b>	<b>14 687</b>	<b>14 687</b>	<b>-</b>	<b>14 687</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 008	1 008		1 008	
Dettes locatives	1 688	1 688		1 688	
Fournisseurs et autres créiteurs	678	678		678	
Dettes fiscales et sociales	1 620	1 620		1 620	
Produits différés CT/MT	5 166	5 166		5 166	
<b>Total</b>	<b>10 160</b>	<b>10 160</b>	<b>-</b>	<b>10 160</b>	<b>-</b>

A noter que seules les dettes financières, les dettes locatives, les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créiteurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Le Prêt Garanti par l'Etat donnera lui aussi lieu à un remboursement annuel, dont le taux et le montant seront arrêtés une fois que le Groupe aura validé avec la banque HSBC la durée de remboursement (5 ans, avec 1 année de différé de remboursement du capital).

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie solide (trésorerie brute de 9,5 M€) lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

## 9. Autres informations

### 9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises ([team on the run](#) et [team on mission](#)). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2020, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2020 et 2019 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
CA France	10 177	6 153	4 024
CA Export	3 780	4 055	-275
dont Europe	1 912	2 085	-173
dont Amériques	1 057	1 267	-210
dont Afrique	537	87	450
dont Moyen Orient	208	516	-308
dont Russie	-	-	-
dont Asie - Pacifique	66	100	-34
<b>TOTAL CA</b>	<b>13 957</b>	<b>10 208</b>	<b>3 749</b>

La répartition géographique des revenus est de 73/27 (France / Export) au titre de l'exercice 2020. Le poids relatif des revenus "France" continue à progresser en 2020, suite notamment aux revenus générés par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le projet PCSTORM. Les succès commerciaux enregistrés par les nouvelles solutions de communication critiques [team on the run](#) et [team on mission](#) le sont d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 4.024 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC, mais également par de nouveaux projets interministériels et d'autres projets avec des entreprises privées remportés en 2020.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de (275) K€ sur la période :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-173 K€) et "Amériques" (-210 K€) : l'évolution s'explique essentiellement par des ventes de licences réalisées en 2019 et qui sont par nature non récurrentes en 2020.
- (ii) Augmentation des revenus "Afrique" (+450 K€) suite aux déploiements de 2 projets "legacy" avec un nouveau client et un client historique du Groupe.

- (iii) Diminution des revenus "Moyen Orient" (-308 K€) suite au déploiement, en 2019, d'un projet lié aux nouvelles plateformes de communication sécurisée et à la reconnaissance des licences, par nature non récurrente en 2020.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, Le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique « legacy » et ceux issus de son activité « plateforme », relative aux nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit :

(en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
CA Plateformes	8 300	4 973	3 327
CA Legacy	5 657	5 235	422
<b>TOTAL CA</b>	<b>13 957</b>	<b>10 208</b>	<b>3 749</b>

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. Cela valide la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel.

## 9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2020, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2020 (détention cumulée de 65,5% du capital social et de 76,3% des droits de vote).

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 31 décembre 2020, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ contre 21,8 K€ fin 2019.

## 9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

#### 9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 367.440 € bruts au titre de l'exercice 2020. Cette rémunération a été versée à hauteur de 239.423 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 128.017 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2019, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 333.575 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 220.112 €, et de la société américaine pour 113.463 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

#### 9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun événement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2020.

La situation de crise sanitaire COVID-19 en France et dans le monde entier ouvre une période d'incertitudes importantes, sans que personne ne puisse encore en appréhender, dans le temps, tous les effets économiques et financiers. Cependant, l'activité du Groupe ne devrait pas être impactée de façon significative à court terme.

- Bilans aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19	31-déc.-20	31-déc.-19	
Im m obilisations incorporelles	41	3	292	292	Capital social
Im m obilisations corporelles	140	88	6 137	5 257	Réserves
Im m obilisations financières	3 959	3 736	2 830	880	Résultat
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>4 140</b>	<b>3 827</b>	<b>9 259</b>	<b>6 429</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	307	183	Provisions
Créances clients	9 363	7 752	1 716	23	Em rpunts et dettes financières
Autres créances	1 464	1 183	1 420	785	Dettes fournisseurs
			1 483	1 076	Dettes fiscales et sociales
Valeurs m obilières de placem ent	165	1 604	6 757	6 563	Autres dettes
Trésorerie	8 248	2 849	2 435	1 986	Produits constatés d'avances
			3	170	Ecart de conversion passifs
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>19 240</b>	<b>13 387</b>	<b>14 121</b>	<b>10 786</b>	<b>TOTAL DETTES</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>23 380</b>	<b>17 215</b>	<b>23 380</b>	<b>17 215</b>	<b>TOTAL PASSIFS</b>

- Comptes de résultat 2020 et 2019

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19
Ventes de services	9 516	6 773
Ventes de m archandises	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>9 516</b>	<b>6 773</b>
Autres produits	439	523
Achats de m archandises	-	-53
Variaton de stocks	-	-
Charges externes	-7 264	-5 616
Im pôts et taxes	-63	-42
Charges de personnel	-1 484	-1 362
Dotations aux am ortissem ents	-63	-35
Dotations aux provisions	-110	-55
Autres charges	-12	-37
<b>RESULTAT EXPLOITATION</b>	<b>959</b>	<b>96</b>
Produits financiers	1 150	47
Charges financières	-105	-99
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 045</b>	<b>-52</b>
Produits exceptionnels	6	16
Charges exceptionnelles	-6	-6
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>10</b>
Im pôts sur les bénéfices	826	826
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 830</b>	<b>880</b>

- Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020.

- Total du bilan :	23.380.122 €
- Résultat net (bénéfice) :	2.829.528 €

## I GENERALITES

### 1.1 Présentation de l'activité

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité historique l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie. La Société développe également, depuis quelques années, des solutions applicatives tout en un de communication sécurisée en environnements critiques et de management de process, permettant ainsi aux entreprises et administrations de simplifier leur communication tout en numérisant leur activité de manière sécurisée. Ces dernières solutions logicielles s'adressent à des marchés à fort potentiel et représentent maintenant un relais de croissance significatif pour la Société.

La société détient également les titres des différentes filiales formant le Groupe STREAMWIDE (notamment StreamWIDE France, StreamWIDE Inc, StreamWIDE Romania, StreamWIDE Beijing, StreamWIDE Tunisia et StreamWIDE Singapore).

La société a été admise sur le marché Growth d'Euronext Paris (ex Alternext) le 16 novembre 2007.

### 1.2 Evènements significatifs de l'exercice

#### *Crise sanitaire Covid-19 :*

L'épidémie de la Covid-19, déclarée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une pandémie le 11 mars 2020, a eu et continue d'avoir un impact sur l'économie mondiale.

Le Groupe a déployé un plan global de continuité d'activité dès les premières annonces gouvernementales, dont voici les principaux éléments :

- Le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
- Les mesures d'aides économiques locales ont été utilisées par le Groupe pour assurer et optimiser les flux financiers court terme, avec notamment pour StreamWIDE SA le remboursement anticipé du Crédit d'Impôt Recherche 2019 de 820.441 € et l'obtention auprès de la banque HSBC d'un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 1.693.000 € ;
- Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.

Toutes les équipes ont démontré leurs compétences dans cet environnement complexe et incertain, ce qui, associé à la résilience du portefeuille client, a permis d'assurer tous les engagements, internes et externes, du Groupe.

L'activité du Groupe n'a donc pas été impactée en 2020 par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

#### *Autres évènements significatifs :*

La Société et sa filiale StreamWIDE France SAS ont mis en place un accord d'intéressement, signé le 7 juillet 2020, pour la période 2020 à 2022. A ce titre, et pour les salariés de la Société, une provision de 47.962 € a été comptabilisée dans les comptes annuels 2020 de la Société.

### 1.3 Evènements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020.

Outre les incertitudes liées à l'évolution de la crise Covid-19, il n'existe pas, à la connaissance de la Société, d'éléments ou évènements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes au 31 décembre 2020.

## II REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

### 2.1. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

### 2.2. Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

### 2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

#### a) *Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :*

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

#### b) *Frais de recherche et développement*

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La Société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

#### c) *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition, majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations techniques : 10 ans
- Agencements : 10 ans

- Matériel de bureau et informatique :	3 ans
- Mobilier :	10 ans

d) *Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.4. Immobilisations financières

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la Société, ou de leur valeur probable de négociation.

*Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.5. Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.7. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

2.8. Reconnaissance du chiffre d'affaires

a) *Redevances sur logiciels*

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès aux plateformes logicielles de STREAMWIDE à des opérateurs de téléphonie, à des fournisseurs d'accès Internet, à des administrations ou à des entreprises, sont comptabilisés à la date de mise à disposition par STREAMWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

b) *Prestations de services*

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services, autres que la maintenance, est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une

période ultérieure à la date de clôture de l'exercice, est porté au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".

#### c) *Ventes de marchandises*

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

#### 2.9. Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

#### 2.10. Indemnité de départ en retraite

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 0,42 % ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2019 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

- Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.
- Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.
- La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 224.196 € au 31 décembre 2020, contre 180.576 € au 31 décembre 2019. Il est comptabilisé en provision pour charges.

#### 2.11. Intégration fiscale

La Société a opté avec sa filiale StreamWIDE France SAS pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'économie d'impôt, ou la charge d'impôt supplémentaire, égale à la différence entre la somme des impôts qui auraient dû être versés par chacune des sociétés du Groupe, si elles avaient payé elles-mêmes leur impôt, et l'impôt versé en raison du résultat d'ensemble, constitue pour la société tête du groupe fiscal (StreamWIDE SA) un profit ou une charge enregistré au poste "Impôts sur les bénéfices".

### III COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

#### 3.1. Immobilisations incorporelles

##### *Valeurs brutes*

En €	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Logiciels	160 263	53 113		213 376
<b>Total</b>	<b>160 263</b>	<b>53 113</b>	<b>0</b>	<b>213 376</b>

*Amortissements*

En €	31/12/2019	Dotations	Diminutions	31/12/2020
Logiciels	157 262	15 168		172 430
<b>Total</b>	<b>157 262</b>	<b>15 168</b>	<b>0</b>	<b>172 430</b>

*Valeurs nettes*

En €	31/12/2019	31/12/2020
Logiciels	3 000	40 946
<b>Total</b>	<b>3 000</b>	<b>40 946</b>

3.2. Immobilisations corporelles

*Valeurs brutes*

En €	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Installations techniques	45 724			45 724
Agencements	82 905	23 227		106 132
Matériel de bureau et informatique	252 705	77 701		330 407
Mobilier	10 532			10 532
<b>Total</b>	<b>391 866</b>	<b>100 928</b>	<b>0</b>	<b>492 794</b>

*Amortissements*

En €	31/12/2019	Dotations	Diminutions	31/12/2020
Installations techniques	42 963	1 979		44 942
Agencements	67 775	3 850		71 624
Matériel de bureau et informatique	183 743	42 108		225 852
Mobilier	9 687	150		9 836
<b>Total</b>	<b>304 167</b>	<b>48 086</b>	<b>0</b>	<b>352 254</b>

*Valeurs nettes*

En €	31/12/2019	31/12/2020
Installations techniques	2 761	782
Agencements	15 131	34 508
Matériel de bureau et informatique	68 962	104 555
Mobilier	845	695
<b>Total</b>	<b>87 699</b>	<b>140 540</b>

### 3.3. Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2020		31/12/2019	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Stream wide Rom ania	Roum anie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Stream wide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Stream wide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Stream wide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518	3 050 518	3 050 518
Stream wide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865	4 865	4 865
Stream wide UK Lim ited	Royaum e Uni	100,00%	1	1	1	1
Bzoo Netw orks Lim ited	Royaum e Uni	100,00%	1	1	1	1
Stream wide PTE LTD	Singapour	100,00%	65	65	65	65
<b>Total</b>			<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>

Les titres de participation et les comptes courants des filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée 31 décembre 2020.

Les informations relatives aux principales filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	Stream WIDE					
	Rom ania	Beijing	Inc	France	Tunisie	PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	560 529	87 263	-1648 190	3 730 681	424 220	-90 496
Résultat net com ptable	171827	-2 064	-283 593	713 165	11939	-2 461
Chiffre d'affaires	3 726 855	192 443	1057 347	4 461459	1353 880	81324
Avances consenties à la filiale	241281		204 246			131903
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				6 676 486		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

Les filiales StreamWIDE UK Limited et Bzoo Networks Limited n'ont toujours pas démarré leur activité au 31 décembre 2020. Aucun flux significatif n'a donc été enregistré sur la période. Ces sociétés seront dissoutes en 2021.

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires des filiales sont convertis au cours moyen.

Le capital des filiales est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100 % depuis leur création).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture constaté au 31 décembre 2020.

### 3.4. Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandise au 31 décembre 2020.

### 3.5. Etat des créances et des dettes

#### Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	599 891		599 891
Autres im m obilisations financières	49 669		49 669
Clients douteux ou litigieux	11 129		11 129
Autres créances clients	9 362 431	9 362 431	
Personnel et comptes rattachés	9 630	9 630	
Organism es sociaux	1 863	1 863	
Im pôt sur les bénéfices	885 703	885 703	
Taxe sur la valeur ajoutée	14 1634	14 1634	
Autres im pôts taxes et versem ents assim ilés	53	53	
Débiteurs divers	3 400	3 400	
Charges constatées d'avance	259 263	259 263	
<b>Total</b>	<b>11 324 664</b>	<b>10 663 976</b>	<b>660 688</b>

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont essentiellement représentées par les sommes à recevoir au titre du Crédit d'Impôt en faveur de la Recherche :

Périodes (en €)	31/12/2019	Augmentations	Dim inutions	31/12/2020
Exercice 2019	820 441		820 441	0
Exercice 2020	0	855 703		855 703
<b>Total</b>	<b>820 441</b>	<b>855 703</b>	<b>820 441</b>	<b>855 703</b>

Le Crédit d'Impôt Recherche 2019 a été remboursé en mai 2020. Le Crédit d'Impôt Recherche 2020 fera l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

#### Dettes

En €	Montant brut	A 1an au plus	A plus d'un 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Em prunts et dettes auprès établi crédit	1 693 595	595	1 693 000	
Em prunts et dettes financières divers	22 190			22 190
Fournisseurs et com ptes rattachés	14 19 801	14 19 801		
Personnel et com ptes rattachés	123 766	123 766		
Organism es sociaux	87 748	87 748		
Im pôt sur les bénéfices	35 987	35 987		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 195 860	1 195 860		
Autres im pôts et taxes	39 747	39 747		
Dettes sur im m obilisations	6 372	6 372		
Groupe et associés	6 751 620	6 751 620		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	2 434 640	2 434 640		
<b>Total</b>	<b>13 811 325</b>	<b>12 096 135</b>	<b>1 693 000</b>	<b>22 190</b>

Les dettes "Groupe et associés" correspondent au compte courant envers la filiale StreamWIDE France SAS qui enregistre les opérations d'exploitation entre les deux sociétés, et au compte courant d'intégration fiscale de cette filiale.

### 3.6. Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

### 3.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	31/12/2020	31/12/2019
Actions propres (contrat de liquidité)	164 308	72 285
Actions propres (program m e de rachat)	950	1 532 014
<b>Total actions propres</b>	<b>165 258</b>	<b>1 604 299</b>
<b>Valeur liquidative</b>	<b>186 906</b>	<b>2 083 797</b>

L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. L'Assemblée Générale du 24 juin 2016 a renouvelé cette autorisation et a élargie cette autorisation aux rachats d'actions pour la mise en place de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société et aux rachats d'actions en vue de l'attribution ou de la cession d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion, ou pour l'annulation de tout ou partie des actions rachetées. L'Assemblée Générale du 26 juin 2020 a reconduit cette autorisation.

Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2020 s'élève à 7.301, soit 0,25% du total des actions de la Société. Les comptes de liquidité associés (ouverts auprès d'Oddo) présentent un solde de 368.133 € au 31 décembre 2020.

Un compte courant rémunéré a été ouvert auprès d'HSBC le 9 novembre 2010. Son solde s'élevé à 5.250.000 € au 31 décembre 2020, hors intérêts. Il est inscrit dans la rubrique "Disponibilités". Ce compte courant est utilisé tout au long de l'année pour gérer les excédents de trésorerie courante constatés en cours de période.

Le solde du poste « Disponibilités » au 31 décembre 2020 est composé de comptes courants bancaires ouverts auprès de la Société Générale (1.185.087 €) et de HSBC (1.444.728 €).

### 3.8. Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2020	31/12/2019
Provision indemnité fin de carrière	224 196	180 576
Provision pour perte de change	82 877	2 594
<b>Total</b>	<b>307 073</b>	<b>183 170</b>

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2019	Dotations	Reprises		Montant 31/12/2020
			Utilisée	Non utilisée	
Provision indemnité fin de carrière	180 576	43 620			224 196
Provision pour perte de change	2 594	82 877	2 594		82 877
<b>Total</b>	<b>183 170</b>	<b>126 497</b>	<b>2 594</b>	<b>0</b>	<b>307 073</b>

### 3.9. Charges à payer et produits à recevoir

#### Charges à payer

En €	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	595	1 169
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	631 862	319 095
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 265	
Dettes fiscales et sociales	185 731	131 725
Autres dettes	75 134	82 115
<b>Total</b>	<b>894 587</b>	<b>534 103</b>

#### Produits à recevoir

En €	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations	5 042	2 187
Créances clients et comptes rattachés	3 146 120	1 966 466
Autres créances	3 452	141
<b>Total</b>	<b>3 154 614</b>	<b>1 968 794</b>

### 3.10. Charges et produits constatés d'avance

#### Charges constatées d'avance

En €	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'exploitation	259 263	201 835
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>259 263</b>	<b>201 835</b>

*Produits constatés d'avance*

En €	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation	2 434 640	1 985 613
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>2 434 640</b>	<b>1 985 613</b>

Les produits constatés d'avance ne sont pas, par nature, récurrents. Leur évolution ne peut donc pas être mise en relation directe avec le niveau d'activité mais seulement avec le calendrier de certaines commandes et des facturations liées.

### 3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2020			31/12/2019		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises			0	47 587		47 587
Redevances sur logiciels	3 494 443	629 007	4 123 450	1 962 532	472 742	2 435 274
Services	3 591 624	1 026 396	4 618 020	2 180 844	1 259 589	3 440 433
Prestations groupe	774 782	0	774 782	849 737	0	849 737
<b>Total</b>	<b>7 860 849</b>	<b>1 655 403</b>	<b>9 516 252</b>	<b>5 040 700</b>	<b>1 732 331</b>	<b>6 773 031</b>

### 3.12. Intégration fiscale

La Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2012.

Au 31 décembre 2020, l'intégration fiscale ne génère aucune charge ni économie d'impôt dans les comptes de StreamWIDE SA.

### 3.13. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant im pôt	Im pôt	Résultat après im pôt
Résultat courant avant im pôt	2 003 812	-35 987	1967 825
Résultat exceptionnel			0
Crédit d'im pôt recherche		855 703	855 703
Crédit d'im pôt m écénat		6 000	6 000
<b>Total</b>	<b>2 003 812</b>	<b>825 716</b>	<b>2 829 528</b>

### 3.14. Accroissement et allègement de la dette future d'im pôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'im pôt.

En €	Bases	Im pôt à 26,50 %
Provision indem nité fin de carrière	224 196	59 412
Ecart de conversion passif	3 201	848
<b>Total</b>	<b>227 397</b>	<b>60 260</b>

Les déficits fiscaux en report s'analysent comme suit :

En €	31/12/2020	31/12/2019
Déficits propres à Stream WIDE nés antérieurement à l'intégration fiscale	0	1 288 976
Déficits du groupe : intégration fiscale	8 750 276	9 879 892

### 3.15. Résultat exceptionnel

En €	31/12/2020
Reprise provision dépréciation crédit d'im pôt m écénat 2015	6 000
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>6 000</b>
Crédit d'im pôt m écénat 2015 non récupérable	6 000
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>6 000</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>

### 3.16. Evolution des capitaux propres et du capital social

#### a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2020

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat 2019	Total
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>291 750</b>	<b>7 931 185</b>	<b>-2 674 282</b>	<b>880 343</b>	<b>6 428 995</b>
Affectation du résultat 2019			880 343	-880 343	0
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>291 750</b>	<b>7 931 185</b>	<b>-1 793 939</b>	<b>0</b>	<b>6 428 995</b>

b) *Evolution du capital social*

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 2.917.499 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché Growth d'Euronext Paris. Il n'a pas enregistré d'évolution en 2020.

Le conseil d'administration du 19 juin 2015 a décidé, conformément aux délégations qui lui ont été données par l'Assemblée Générale du même jour, de procéder à l'émission de bons de souscriptions d'actions (BSA). L'Assemblée Générale du 22 juin 2018 a décidé de prolonger la période de conversion des BSA 2 et BSA 3, les BSA 1 étant, quant à eux, devenus caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Nature des BSA	Nombre de BSA émis	Prix de souscription des BSA	Période de conversion en actions (4)	Nombre de BSA pour une action	Prix de souscription des actions
BSA 1 (1)	3 016 391	Gratuit	Du 01/07/2015 au 01/07/2018	15	14 €
BSA 2 (2)	2 002 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €
BSA 3 (3)	322 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €

(1) Emission au profit de l'ensemble des actionnaires. BSA caducs au 01/07/2018

(2) Emission au profit des cadres, dirigeants et salariés de la société et des sociétés liées

(3) Emission au profit de bénéficiaires dénommés

(4) Après décision de prolongation de l'assemblée générale du 22/06/2018

Le prix de souscription des BSA 2 et BSA 3 a été inscrit au poste "Prime d'émission" pour 16.275 €.

Les BSA exercés depuis leur émission sont les suivants :

Années	Nombre de BSA convertis	Catégorie des BSA convertis	Nombre d'actions créées	Augmentat° de capital	Prime d'émission
2015	30	BSA 1	2	0,20	27,80
2016	3 045	BSA 1	203	20,30	2 821,70
2017	90	BSA 1	6	0,60	83,40
2018	825	BSA 1	55	5,50	764,50
<b>Total</b>	<b>3 990</b>		<b>266</b>	<b>26,60</b>	<b>3 697,40</b>

Au décembre 2020, suite aux départs de certains salariés et à l'exercice de 3.990 BSA 1, le nombre de BSA restant à exercer est de 2.242.500, soit 149.500 actions nouvelles potentielles si tous les BSA venaient à être exercés, représentant 5,12% du capital social actuel.

### 3.17. Emprunts bancaires

Le 23 juillet 2020 la banque HSBC a consenti à la Société un prêt garanti par l'Etat (PGE), non rémunéré, d'un montant de 1.693.000 €.

Le remboursement de cet emprunt est in fine le 8 août 2021, mais la Société va très probablement utiliser l'option d'un amortissement sur 5 ans avec une année de différé. Cette option sera validée avec la banque prêteuse HSBC d'ici fin avril 2021. Aussi, ce prêt a été mentionné dans les dettes à plus d'un an et à 5 ans au plus au paragraphe 3.5.

### 3.18. Frais de développement

Les frais de développement comptabilisés en charge de l'exercice (qui auraient été activés si la Société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 4.668.143 €, contre 3.407.079 € au titre de l'exercice précédent.

### 3.19. Ecart de conversion

Les écarts de conversion actifs et passifs s'analysent comment suit :

En €	31/12/2020		31/12/2019	
	Ecart actifs	Ecart passifs	Ecart actifs	Ecart passifs
Comptes clients	59 948	656		166 382
Comptes fournisseurs		2 545		3 128
Comptes courants	22 928		2 594	21
<b>Total</b>	<b>82 877</b>	<b>3 201</b>	<b>2 594</b>	<b>169 531</b>

### 3.20. Transferts de charges

En €	31/12/2020
Refacturation frais divers aux sociétés du groupe	264
<i>Transferts de charges d'exploitation</i>	264
<i>Transferts de charges financiers</i>	0
<i>Transferts de charges exceptionnels</i>	0
<b>Total</b>	<b>264</b>

### 3.21. Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

### 3.22. Rémunérations allouées aux dirigeants sociaux

Les rémunérations des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 239.423 € bruts au titre de l'exercice 2020, contre 220.112 € au titre de l'exercice 2019.

### 3.23. Effectif moyen

Catégories	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	10	10
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

### 3.24. Opérations hors bilan

#### 3.24.1. Engagements financiers

##### a) *Garanties données sur l'emprunt obligataire émis par la filiale StreamWIDE France SAS*

Dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par sa filiale StreamWIDE France SAS en juillet 2013, StreamWIDE SA a donné les garanties suivantes sur le remboursement du nominal (1.800.000 €) et le paiement des intérêts, commissions, frais et accessoires :

- caution solidaire à première demande
- nantissement de son fonds de commerce

Ces engagements sont donnés jusqu'au terme de l'emprunt obligataire, soit le 31 juillet 2022.

##### b) *Garanties données en faveur des clients*

La société n'a aucun engagement de cette nature au 31 décembre 2020.

#### 3.24.2. Autres opérations non inscrites au bilan

La Société n'a conclu aucune opération de cette nature.

### 3.25. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 308 726
Créances rattachées à des participations		599 891
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		6 461 765
Autres créances		
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		22 190
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		792 558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		6 751 620
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Produits financiers		2 855
Charges financières		75 134
<hr/>	<hr/>	<hr/>

### 3.26. Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ou dirigeants.